



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - NP

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la S.A. JEAN
CABY de respecter les dispositions des articles 3.2 et
6.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13
décembre 2004 pour son établissement situé à SAINT-
ANDRE**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.514-1 ;

Vu les différents actes administratifs et notamment l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2005 accordant à la société JEAN CABY siège social et adresse de l'établissement : 40 rue de la Gare BP 12 59872 SAINT-ANDRE CEDEX l'autorisation de poursuivre son activité de fabrication de jambons, saucissons secs et saucisses ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n°2921 ;

Vu le rapport de contrôle N°4554-133884 du 14/12/2011 version imprimée du 22/12/2011 12 :31 pour les tours E et F, des installations de refroidissement par dispersion d'eau exploitée transmis par la société JEAN CABY, sur son site de SAINT-ANDRE ;

Vu le rapport de contrôle des installations de refroidissement par dispersion d'eau exploitées sur son site de SAINT-ANDRE (rapport de contrôle N°1987-137103 du 14/03/2012 version imprimée du 26/04/2012 14 :51 pour la tour G), transmis par la société JEAN CABY ;

Vu le courrier de la société JEAN CABY du 23 novembre 2012 adressé à l'inspection des installations classées détaillant le plan d'actions engagé pour corriger les non conformités et observations liées à l'exploitation de ses TAR ;

Vu le rapport en date du 13 mars 2013 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement duquel il ressort que la société JEAN CABY exploite ses tours aéroréfrigérantes non conformes à certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 sus-visé ; en particulier :

- l'article 6 point 2 portant sur le bon état de surface des parois internes ;
- l'article 3 point 2 portant sur l'accessibilité en hauteur.

Considérant que la date de mise en service de la Tour G est postérieure à la date du 1er juillet 2005 ;

.../...

Considérant que l'exploitation de tours aéroréfrigérantes peut présenter des risques pour la santé humaine ;

Considérant que la corrosion significative des parois internes des tours E et F constitue un facteur de risque de prolifération de légionelles lors du fonctionnement des installations ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer à l'exploitant par la voie d'un arrêté préfectoral de mise en demeure pris conformément à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement de respecter les dispositions réglementaires applicables à son installation.

ARRETE

Article 1 : Objet

La société JEAN CABY dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social situé à 40, rue de la Gare – BP 12 - 59872 SAINT-ANDRE, est mise en demeure de respecter dans les délais précisés ci-après, les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé à la même adresse :

- sous trois mois les dispositions de l'article 6 point 2 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 (relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n°2921) notamment la nécessité que les parois internes des tours E et F soient exemptés de corrosion ;
- sous six mois les dispositions de l'article 3 point 2 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 (relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n°2921) notamment la nécessité d'équiper la tour G d'un accès en hauteur.

Article 2 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 : Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de SAINT-ANDRE ,

-directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SAINT-ANDRE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté , énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .



Fait à Lille, le 12 5 AVR 2013

Le préfet, Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint


Eric AZOULAY